« Pour une gauche digne de ce nom »

lundi 31 mars 2008, par COQUEREL Eric, DEBONS Claude, DOLEZ Marc, LABROILLE François, MARTELLI Roger, PICQUET Christian (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2008).

Nicolas Sarkozy et son parti viennent d'être lourdement sanctionnés aux élections municipales et cantonales. Celles et ceux qui, voilà moins d'un an, s'étaient laissés abuser par le populisme et les promesses du futur président le désavouent. Sur fond d'inégalités croissantes et d'étalage indécent des privilèges d'une infime minorité, une crise de confiance s'ouvre entre le pays et ses gouvernants. Un clash politique et une confrontation sociale majeure pointent à l'horizon.

On attendrait d'une gauche digne de ce nom qu'elle se hisse à la hauteur de l'enjeu. Que, forte de cette victoire, elle marque immédiatement sa solidarité avec les mobilisations en cours contre les licenciements et pour les salaires. Qu'elle s'inscrive dès à présent dans les affrontements que vont provoquer les projets du gouvernement. Qu'elle oppose d'autres choix globaux à la politique du pouvoir. Nous en sommes loin.

Les principaux responsables du Parti socialiste exhortent le chef de d'État à une simple « correction » de son action. En perspective de leur prochain congrès, ils en appellent à une « modernisation » s'inspirant des projets de MM. Blair ou Prodi, dont les renoncements calamiteux ont pourtant produit les désastres sociaux que l'on sait. Pour ces municipales, emportés par une dérive ininterrompue depuis deux décennies, ils ont surtout songé à se tourner vers le Modem. Le verdict des urnes a pourtant démontré, et avec quel éclat, que le choix des classes populaires – non celui des amis de François Bayrou, avec leurs alliances à géométrie variable – était essentiel pour réunir les conditions d'un changement radical. Rue de Solferino, on devrait pourtant se souvenir de l'expérience calamiteuse du printemps 2007 : les victoires décisives sur la droite dépendent, non de l'accumulation de succès électoraux partiels (comme aux régionales de 2004) ou d'ouvertures réitérées au centre, mais de la capacité à proposer une perspective mobilisatrice.

Là réside l'origine du marasme à gauche. À tant vouloir accompagner le modèle libéral, à refuser d'affronter les orientations économiques et sociales d'un capitalisme synonyme de crises boursières paroxystiques et de dévastations humaines sans limites, le social-libéralisme ne délivre pas de signe d'espoir à celles et ceux qui, comme l'automne dernier, défendent le droit à la retraite, l'augmentation des salaires, les services publics, les droits des « sans », l'environnement.

Et c'est, en retour, la vacuité de son opposition qui autorise M. Sarkozy à ne vouloir tenir aucun compte de la raclée qu'il vient de subir. Incroyable paradoxe ! Bien que de nouveau minoritaire, la droite est résolue comme jamais à détruire une à une les principales conquêtes populaires de ces soixante dernières années, à remettre en question des principes républicains aussi fondamentaux que l'égalité ou la laïcité. Elle entend même rendre sa politique irréversible en quelques mois.

Au moment où la question sociale revient au premier plan, l'attente grandit d'une politique qui y réponde réellement. L'aspiration se fait plus profonde à une gauche qui refuse de considérer le capitalisme comme un horizon indépassable et s'emploie à bouleverser la donne politique. L'espace qu'a révélé l'émergence de Die Linke en Allemagne existe également dans notre Hexagone. Ainsi, aux municipales, dans la plupart des communes où furent présentes des listes défendant des propositions vraiment à gauche et refusant l'accompagnement du libéralisme, elles auront réalisé des percées prometteuses. Et plus elles auront réuni en leur sein de traditions et de forces diverses,

plus leurs poussées auront été significatives... Une tendance dont auront également bénéficié les listes initiées par des municipalités communistes lorsqu'elles devaient faire face aux appétits du PS et de ses alliés. N'est-ce pas le signe que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes veulent faire du neuf à gauche, que le rassemblement des énergies transformatrices est gage de crédibilité et de succès ?

Venant d'horizons et de cultures différents, nous voulons plus que jamais contribuer au débat sur la reconstruction d'une gauche du XXI° siècle. Si elle veut échapper à la bipolarisation croissante de l'espace public, celle-ci ne saurait ni consentir à la satellisation par le social-libéralisme, au risque de signer son irréversible impuissance à faire émerger une authentique alternative, ni se résigner à la défense de pétitions de principe, qui ne permettent jamais de changer le cours des choses.

C'est d'une gauche de gauche que nous avons besoin. Qui réponde par l'exigence de justice et l'intérêt général au pouvoir occulte des marchés. Qui donne la priorité à la satisfaction des besoins populaires et à la redistribution des richesses. Qui porte l'objectif d'un mode de développement respectueux des grands équilibres écologiques et se montre soucieuse de protéger la diversité culturelle. Qui place la souveraineté du peuple au cœur de son projet. Qui affiche l'ambition de s'appuyer sur les mobilisations du plus grand nombre pour donner de nouveau majoritairement le ton à gauche. Qui devienne une véritable force et crée les conditions d'un gouvernement rompant enfin avec les logiques libérales...

Bien sûr, les choses ne sont pas simples. Le « non » de gauche au traité constitutionnel européen n'a pu se traduire en une candidature commune à la présidentielle. La tendance se fait aujourd'hui forte, au nom des succès électoraux partiels que viennent d'enregistrer les formations de la gauche de transformation, à se réfugier dans le statu quo. Ce serait, à terme, un choix mortifère.

La renaissance d'un espoir ne peut davantage procéder d'une addition de partis que d'un rassemblement autour d'un seul d'entre eux. Militants politiques, acteurs sociaux et culturels, écologistes, féministes, altermondialistes, nous sommes ensemble dans tous les combats sociaux. Nous venons encore de mener en commun la bataille contre le coup de force présidentiel sur le traité de Lisbonne. Retrouvons-nous donc, du plan local à l'échelon national, sans préalable sur ce que peuvent être par ailleurs les engagements des uns ou des autres. Ouvrons largement nos échanges pour conduire une réflexion commune et pluraliste sur les réponses politiques qu'appelle en urgence la violence des attaques de la droite et du Medef. Portons conjointement ces réponses, dans le débat public comme dans les rendez-vous politiques et sociaux des prochains mois. Et de la sanction, nous passerons à l'alternative…

P.-S.

* Point de vue paru dans Le Monde – 28/03/2008.

* Eric COQUEREL (président du MARS - Gauche Républicaine) - Claude DEBONS (ancien responsable syndical) - Marc DOLEZ (député socialiste, Force Militante) - François LABROILLE (élu régional Ile de France, Alternative citoyenne) - Roger MARTELLI (historien, PCF) - Christian PICQUET (animateur du courant UNIR de la LCR) – participent aux initiatives de « Maintenant, à gauche ! ».